

FESTIVAL DE CANNES : ENTRE PAILLETTES ET POLÉMIQUES



Alors que sa 76e édition commence aujourd'hui, le festival de Cannes pourrait être perturbé par de nombreuses polémiques. Acteurs accusés d'agressions, conditions de tournage dénoncées et menaces d'actions par les syndicats... des conditions qui pourraient perturber la Croisette et son tapis rouge. [Lire en page 2.](#)

ERDOGAN, ENCORE !

Toulouse

LA VILLE ROSE PASSE AU VERT P. 3

Occitanie

SURPOPULATION CARCÉRALE :
FAUT-IL AGRANDIR LA PRISON
DE MURET ? P. 4

France

COVID-19 : LES SOIGNANTS
NON-VACCINÉS DE RETOUR DANS
LES HÔPITAUX P. 5

Sports

L'ARC-EN-CIEL AMÈNE LA
TEMPÊTE AU TFC P. 7

Portrait

L'ASCENSION VERS L'OLYMPE P. 8



Annoncé battu par les observateurs, le Sultan rouge a déjoué les pronostics en arrivant en tête au premier tour de l'élection présidentielle. Face à Kemal Kılıçdaroglu, Erdogan est en position de force avant le second tour.

[Lire en page 6.](#)

Festival de Cannes : une 76e édition entourée de polémiques

Qu'est-ce qu'un Festival de Cannes sans polémique ? Cette 76e édition ne déroge pas à la règle. Entre film d'ouverture controversé et long-métrage désélectionné puis sélectionné à nouveau, l'édition risque d'être mouvementée.

Après la gifle de Will Smith aux Oscars 2022 et l'intervention de la ministre de la Culture Rima Abdul-Malak à la dernière cérémonie des Molières, c'est au tour du Festival de Cannes d'affronter de nouvelles polémiques. Et cette année, c'est le film d'ouverture Jeanne du Barry qui fait parler de lui. L'actrice-réalisatrice Maïwenn Le Besco est au coeur de la tourmente, suite à sa gifle contre le co-fondateur de Médiapart, Edwy Plenel. Après un passage remarqué dans l'émission Quotidien, la présentation du film en ouverture du festival ne plait pas à tout le monde. D'autant plus que Maïwenn a fait un choix controversé en terme d'acteur : elle a choisi Johnny Depp pour interpréter Louis XV. Cela sera le premier film de l'acteur depuis son procès contre Amber Heard.

Une autre polémique concerne le film de Catherine Corsini, Le Retour. Le long-métrage avait été écarté de la sélection, visé par des accusations de harcèlement, réfutées par l'équipe du film. La réalisatrice et sa

productrice, Élisabeth Perez, ont néanmoins reconnu avoir omis de déclarer une scène jouée avec une mineure, Esther Gohourou, âgée de moins de 16 ans au moment du tournage. « *Le CNC est donc tenu de retirer les aides* », écrit l'institution. Une mesure rare.

Le film est finalement en lice pour remporter la Palme d'Or, a annoncé, le 24 avril dernier, l'organisation. Une décision qui a soulevé de nombreuses critiques. Sur Twitter, le Collectif 50/50 qui œuvre à la parité, l'égalité et la diversité dans le cinéma et l'audiovisuel s'est dit consterné de cette réintégration : « *C'est évidemment un signal dévastateur envoyé aux victimes de violences sexistes et sexuelles* ». L'association réclame également le conditionnement des aides publiques à la présence de référents harcelés correctement formés sur les tournages.

« Il y a toujours eu des polémiques au Festival »

Si les choix des dirigeants du Festival de Cannes ne sont



La réalisatrice Maïwenn au coeur des polémiques © Valéry Hache / AFP

pas au goût de tous, le délégué général Thierry Frémaux s'est défendu de certaines décisions, notamment concernant le film Jeanne du Barry : « *Si Johnny Depp avait été interdit de travailler, ça aurait été différent. Mais ce n'est pas le cas. Tout dépend de la justice, et*

Johnny Depp a remporté son procès ». Du côté du public et des associations de cinéma, les controverses agacent. Elles entachent l'image du cinéma, selon Judith Langendorff, docteure en cinéma à la Sorbonne, même s'il y a toujours eu des polémiques au Festival »,

explique-t-elle. Claude Garnier, membre de l'association Femmes à la caméra, regrette, elle aussi, les choix du festival : « *L'option qu'on a prise, à Femmes à la caméra, c'est de ne pas cibler uniquement le film de Corsini mais plutôt d'évoquer la politique du Festival de Cannes* ».

Est-ce qu'on peut continuer de fermer les yeux sur la manière dont les films sont fabriqués ? Cette 76e édition du festival de Cannes aura donc, à nouveau, son lot de surprises et de polémiques sur le tapis rouge.

Maïwenn RICHARD

« La CGT fait son cinéma »

Pour cette 76e édition du festival de Cannes, l'ambiance pourrait être perturbée par les actions de la CGT. Le deuxième syndicat français a appelé à continuer la mobilisation contre la réforme des retraites lors de cet événement international.



La CGT menace de perturber la cérémonie © Pascal Guyot / AFP

Le 12 mai dernier, l'Union Départementale CGT des Alpes Maritimes a publié un communiqué sur les actions prévues au festival de Cannes les 19 et 21 mai prochain, dans le cadre de son opposition à la réforme des retraites. La préfecture des Alpes-Maritimes a cependant pris un arrêté interdisant toute manifestation à Cannes autour de la Croisette pendant le festival. Le périmètre englobe les abords du palais des festivals et les rues adjacentes à celui-ci, précise l'arrêté.

Rassemblements en dehors du périmètre interdit

Le premier rendez-vous donné par le syndicat est le vendredi 19 mai à 13 heures. Un rassemblement fixe des salariés des Hôtels Cafés Restaurants est organisé sur le Parvis du Carlton, un hôtel privé auquel l'interdiction prise par la préfecture ne s'applique pas. Cédric Pourrageau, délégué adjoint de la SPIAC-CGT (Syndicat des Professionnels des Industries de l'audiovisuel et du

Cinéma), assure que « ce sera seulement un rassemblement », sans perturbations majeures. Deux jours plus tard, dimanche 21 mai, à 11h, une manifestation départementale et intersyndicale avec la FSU, Solidaires et l'UNSA se tiendra au rond-point de Grande Bretagne. Alors que la manifestation déclarée se déroulera à l'extérieur du périmètre interdit, « *le maintien de ce rassemblement n'est pas certain* » déclare Cédric Pourrageau. La préfecture peut l'interdire dans les jours à venir. Des « *actions surprises* » pourraient également avoir lieu. Les

syndicats de la CGT Energie avaient, par exemple, évoqué des « *perturbations énergétiques* ».

La place des femmes dans le monde du travail

Le même jour, à 22 heures, la CGT annonce la projection « sur invitation » du film Amor, Mujeres y Flores, un documentaire de Marta Rodriguez et Jorge Silva, de 1989. À l'issue du film, un débat sera ouvert « pour évoquer la place et la part des femmes dans le monde du travail et au générique des films en particulier ». Il sera animé par des membres du SPIAC-CGT et des collectifs 50/50 et Femmes à la caméra, notamment Claude Garnier, directrice de la photographie. « La question du travail des femmes est une question de toujours qui est très importante dans l'histoire de l'émancipation des femmes » explique Claude Garnier, membre de la SPIAC et des deux collectifs. Le festival de Cannes est donc l'occasion de traiter ce sujet dans le milieu du cinéma et de l'audiovisuel.

Charlotte SIRIEYS

Quinzaine : le courage des femmes

La Quinzaine des cinéastes débutera ce mercredi 17 mai 2023. Parmi 30 films venus du monde entier, plusieurs traitent de la violence patriarcale que subissent les femmes sur tous les continents.

La quinzaine des cinéastes, ce n'est pas une compétition mais une sélection de 30 films complètement indépendants du festival de Cannes. L'objectif est de « *faire découvrir un large spectre de films, afin de mettre en valeur les pratiques les plus singulières et visionnaires du cinéma contemporain* » écrit la SRF (Société des réalisatrices et réalisateurs de films). Une véritable vitrine qui a permis de révéler des talents tels que celui de Spike Lee, des frères Dardennes ou de Céline Sciamma.

Cette année, l'émancipation des femmes des sociétés patriarcales, prend le devant de la scène. Parmi les films sélectionnés, trois mettent en lumière le courage des femmes. In Flame, de Zarrar Khan, raconte la violence que subissent une veuve et sa fille par le patriarcat pakistanais. Le film Mambar

Pierrette de Rosine Mbakam, évoque l'histoire d'une courtisane. Pierrette vit au jour le jour à Douala, capitale du Cameroun, elle s'occupe seule de sa mère et de ses enfants en faisant face aux vols et à une terrible inondation. Dans un autre genre, Manuel De Oliveira transpose une adaptation de l'émancipée Madame Bovary de Gustave Flaubert. Val Abrao propose une version au Brésil dans la deuxième moitié du XXe siècle.

L'objectif de la Quinzaine des cinéastes est de faire ressortir les grands réalisateurs de demain. Ceux capables de dessiner les futurs codes du cinéma. Pour figurer dans cette sélection prestigieuse, il est essentiel d'être visionnaire pour traiter les sujets qui inondent notre société.

Margot JULIA

La ville rose passe au vert

À l'approche des chaleurs estivales, les pouvoirs publics se penchent sur la végétalisation des grandes métropoles. Bilan de l'avancée des projets verts à Toulouse.

Fin le béton. Depuis quelques années, la métropole toulousaine s'est lancée dans un vaste projet de végétalisation. Une politique qui se poursuivra cet été, à la suite de la présentation du plan « rafraîchissement » du maire de la ville rose, Jean-Luc Moudenc. Pour Clément Riquet, conseiller municipal délégué aux jardins et aux espaces verts, ces projets s'inscrivent dans une démarche écologique. « À Toulouse, on a des zones en périphérie où l'on peut planter des végétaux plus facilement, mais on veut vraiment travailler sur les îlots de chaleur, notamment dans les rues. On a donc des projets d'ampleur variée », précise-t-il. Objectif : éviter les pics de chaleur suffoquant de l'été 2022. Au-delà de lutter contre la pollution, les arbres représentent une solution pour tenter de limiter les effets des canicules. « Nous allons mettre en place des surfaces désimperméabilisées, planter des arbres dans plusieurs endroits de la ville, avec les surfaces que l'on va ombrager », poursuit l'élu. « On

a demandé à la préfecture une dérogation pour pouvoir arroser les arbres que l'on vient de planter. Les îlots de fraîcheur sont essentiels pour la biodiversité », souligne Clément Riquet. De la piste de Montaudran au quartier de la Croix-Daurade, les projets se dessinent sur l'ensemble de la ville.

Horizon 2025

Si le phénomène de végétalisation se construit à l'échelle de la métropole, la transition passe d'abord par des initiatives ciblées. Parmi les plus gros chantiers, le quartier Saint-Michel devrait se transformer à l'horizon 2025. « Un espace public végétalisé, c'est nettement plus agréable à vivre. C'est aussi quelque chose qui favorise le lien social, ça va au-delà de l'aspect environnemental », affirme Guillaume Drijard, président du comité du quartier Saint-Michel. Il explique que les aménagements de son quartier suivent trois axes principaux : la plantation d'arbres sur la voirie, l'installation de bacs contenant



Projet végétal de la grande rue Saint-Michel. TOULOUSE METROPOLE

des plantes, et la création de façades végétales. « La demande de nature des habitants est de plus en plus importante, souligne-t-il, elle devient même prioritaire sur d'autres enjeux urbains ». Volonté d'améliorer son cadre de vie ou envie de fraîcheur, les raisons de cette demande sont diverses. Pour Claudia, résidant

à Saint-Michel depuis bientôt trente ans, ces initiatives doivent répondre au défi du réchauffement climatique. « Je suis allée au dernier conseil de quartier et des projets vont être mis en place, mais est-ce que ce sera suffisant ? », s'interroge la retraitée. Guillaume Drijard se pose les mêmes questions. Le président

du comité regrette la complexité de certaines démarches avec la mairie et l'impact restreint de la plantation d'arbres. « Ça ne contribue pas autant à réduire les îlots de chaleur que des espaces verts », souffle-t-il.

Emma LE FORTIER

Prise d'otage près de Toulouse : le coup de folie d'une septuagénaire

A Flourens, dans l'est de Toulouse, une retraitée de 72 ans a pris en otage une femme de ménage afin d'alerter sur ses conditions de vie.

Un endroit aux premiers abords plutôt calme. Mais ce lundi 15 mai, des voitures de gendarmerie et de police sont venues perturber la tranquillité d'un quartier résidentiel de Flourens. A 10 heures, une retraitée de 72 ans prend en otage une technicienne de son immeuble chargée d'entretenir les parties communes, sous la menace d'une arme qui s'est révélée être factice. Un geste auquel elle aurait eu recours pour protester contre ses conditions de vie depuis plusieurs mois. Ses demandes de travaux dans sa salle de bain restaient sans réponse de la part de son bailleur. Un silence qui l'a poussé à bout et l'a fait passer à l'action. Les bailleurs

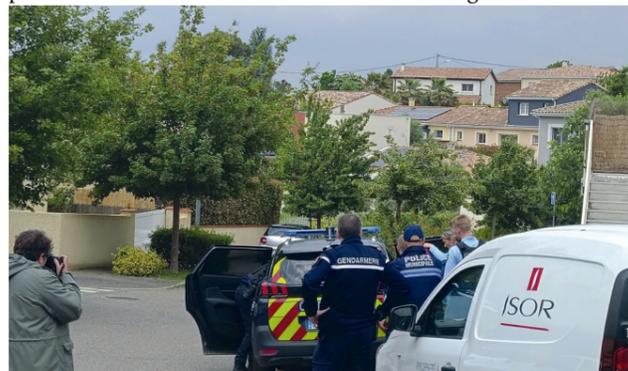
sociaux se seraient rendus sur les lieux dans la matinée. Habitant la rue d'à côté, sa fille, sous le choc, raconte avoir d'abord pris cette nouvelle à la rigolade. « Je l'ai eu au téléphone et je lui ai demandé si elle avait réfléchi aux répercussions », explique-t-elle avant de poursuivre : « ma mère était excédée par la situation ». Elle refuse de s'exprimer davantage, disant avoir besoin de temps pour « digérer ce qu'il s'était passé ». Aux alentours de 12h30, l'otage et mère de famille a finalement été relâchée. Une femme connue du maire du village pour son implication dans la vie de la commune. Selon la police, c'est « après une prise de contact avec deux négociateurs de la

gendarmerie » que la résidente a finalement accepté de se rendre.

L'arrestation s'est déroulée dans le calme

Il est 13h42 lorsque la septuagénaire est évacuée de l'appartement. Son visage est dissimulé sous une capuche d'anorak bleu marine. Elle est accompagnée par une gendarme avant d'être introduite dans le véhicule d'extraction et emmenée en garde à vue. C'était une femme « sans histoire » selon Jean-Pierre Fouchou-Lapeyrade, le maire de Flourens qui s'est dit inquiet et « trouve dommage d'en arriver là ». Le maire a indiqué que l'intervention de la gendarmerie s'était bien passée. Les forces de l'ordre ont bloqué, dans la matinée, le secteur afin de sécuriser les lieux. Une scène qui s'est déroulée dans la plus grande discrétion. « Je n'étais pas du tout au courant alors que j'habite et travaille là, c'est une collègue qui m'a prévenue », confie une employée du Super U situé plus haut dans la rue.

Jeanne STEMART et
Nina SOBETSKY



Les gendarmes interpellent la sexagénaire devant son domicile. Jeanne STEMART

Départ de feu dans un restaurant du centre-ville

Ce dimanche, un incendie s'est déclaré au restaurant Le Rocher de la Vierge place Damloup. Plus de peur que de mal pour les habitants de ce quartier au cœur de Toulouse. L'installation EDF serait à l'origine de l'accident selon le SDIS 31.



Pl. de Damloup. Ines ROCHETIN

Il est 16h20, la rue Gabriel Pery est calme. À la terrasse du bar le Pery une vingtaine de personnes profitent du soleil. Quelques minutes plus tard les pompiers arrivent sur place. Ils établissent alors un périmètre de sécurité. La piste d'une fuite de gaz ou d'un branchement électrique défectueux est rapidement privilégiée. « Nous sommes obligés d'attendre l'arrivée d'EDF pour qu'ils puissent couper l'électricité ou le gaz. Sinon nous ne pouvons pas entrer dans le restaurant » affirme le brigadier chef présent sur place. La crainte d'une plus forte détonation s'est vite dissipée. Seuls des dégâts matériels semblent à déplorer.

Malgré l'agitation, les inquiétudes portent alors surtout sur les appartements voisins. Quelques minutes plus tard les pompiers arrivent sur place. Ils établissent alors un périmètre de sécurité. La piste d'une fuite de gaz ou d'un branchement électrique défectueux est rapidement privilégiée. « Nous sommes obligés d'attendre l'arrivée d'EDF pour qu'ils puissent couper l'électricité ou le gaz. Sinon nous ne pouvons pas entrer dans le restaurant » affirme le brigadier chef présent sur place. La crainte d'une plus forte détonation s'est vite dissipée. Seuls des dégâts matériels semblent à déplorer.

Ines ROCHETIN

La maison médicale de La Grave met la clé sous la porte

Faute de subventions, l'établissement doit fermer le 31 mai prochain. Depuis 20 ans, la plus grande structure de Haute-Garonne pour l'accueil des patients reçoit le financement de l'Agence régionale de santé pour soutenir son action. Problème, la nouvelle organisation des gardes médicales en dehors des heures d'ouvertures journalières a redéfini les secteurs. Désormais les fonds iront à la nouvelle maison médicale de Purpan.

2,5 tonnes de cannabis saisies par la police ce week-end

Cinq suspects ont été arrêtés par la police judiciaire de Toulouse dans les Yvelines. Suspectés d'avoir acheminé 2,5 tonnes de cannabis d'une valeur estimée 20 millions d'euros depuis le sud de l'Espagne, ils sont actuellement incarcérés.

Les enseignes McDonald's et Starbucks s'engagent à réduire leur impact sur la propreté des rues

Les deux enseignes ont signé jeudi une convention pour une bonne gestion des déchets aux abords de leurs fast-foods. Les sociétés signataires s'engagent à vider les poubelles à proximité de leurs établissements et nettoyer les alentours si besoin. Une initiative qui vient compléter les démarches lancées en 2011 pour diminuer les ordures à la source.

Casse-tête pour les automobilistes

Les titulaires de véhicules avec des vignettes Crit'Air 4 et 5 ne peuvent plus profiter du stationnement résident. Jugés trop polluants pour les normes de la ZFE toulousaine, ces véhicules ont tout de même l'autorisation de rouler dans la ville 52 jours par an. Une mesure jugée « incohérente » par François Chollet, vice-président de la Métropole en charge de l'écologie.

Le célèbre guide gastronomique Gault et Millau vient d'annoncer ses lauréats 2023

Gault et Millau vient d'annoncer ses lauréats 2023. Quatre établissements de Toulouse font partie de la liste. Dans le palmarès, on y retrouve Yannick Delpech le chef du restaurant Des roses et des orties qui décroche le Gault et Millau d'Or. Autres gagnants, Gram's et Contre-Pied, récompensés dans la catégorie Jeune talent. Le restaurant Solides décroche quant à lui le trophée « accueil ».

Surpopulation carcérale : faut-il agrandir la prison de Muret?

La France a établi un nouveau record de surpopulation carcérale avec 73 080 détenus en mai 2023. Les solutions à mettre en place sont multiples. À Muret près de Toulouse, elles passent par la construction d'un troisième édifice carcéral. Une prison qui paraît nécessaire, mais inefficace sur la durée.

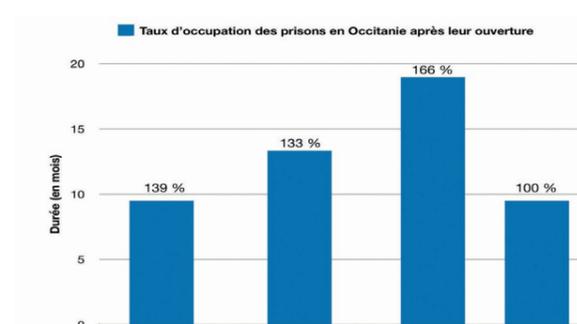
Un nouveau projet qui fait du bruit le long de la départementale 3. Celui de la maison d'arrêt de Muret qui devrait accueillir 600 détenus supplémentaire pour désengorger les édifices carcéraux de Seysses-Muret. En effet, la maison d'arrêt de Seysses est complètement saturée avec un taux d'occupation de 166% et 178 personnes qui dorment sur un matelas à même le sol. Un nouvel édifice est prévu sur un terrain de 20 hectares entre Muret et Labastidette, pour un coût total de cent millions d'euros. Une construction qui porte donc à débat. Corinne, porte-parole de l'association Riverains Muretais parle d'une « catastrophe écologique ». Dix-sept hectares de terre agricole et un cours d'eau seraient voués à disparaître. La riveraine ajoute qu'il serait « impossible de rester

avec les camions et leurs bruyantes sirènes » qui passeraient juste devant chez elle tous les jours. À entendre les riverains, personne, à l'échelle régionale, ne souhaite la construction de cette prison. Et pour cause Caroline Mourgues, présidente de la Ligue des droits de l'Homme - section Occitanie affirme que le « projet de construction est imposé en dehors de tout débat démocratique, contre l'avis négatif du commissaire enquêteur, de la mairie, de la communauté d'agglomération et même du département. » Loin des contradictions des riverains, un brigadier de police voulant rester anonyme, affirme le besoin de la troisième prison de l'agglomération toulousaine. « Cette prison serait utile et nécessaire dans l'immédiat pour soulager les policiers. » Par conséquent, les conditions de vie des travailleurs pénitentiaires sont de

plus en plus dures. Le brigadier résume « des journées de travail à rallonge » avec près de « 53 heures supplémentaires en novembre ».

Comment en est-on arrivé là ?

La question de la surpopulation carcérale en France est une problématique qui ne fait que se renforcer depuis plusieurs années. L'Occitanie est aujourd'hui l'une des régions la plus concernée par ces enjeux de société. Entre un durcissement des jugements au sein de la justice et une inefficacité à endiguer la saturation du système carcéral, la région est aujourd'hui au bord de la rupture en ce qui concerne la gestion de ces prisonniers. D'après la Ligue des droits de l'Homme (LDH), le nombre de condamnations prononcées à l'encontre de personnes



majeures pour délit a augmenté de 17% depuis 2004. « Avec l'aménagement des peines, les juges ont donné plus que nécessaire pour pallier ce système » explique le magistrat Gilles Neyrand. Pour la LDH, « la politique de tolérance zéro de la justice française représenterait aujourd'hui la mort des tentatives de réinsertion et causerait une augmentation de la récidive ». Pour Gilles Neyrand, « la politique de l'État tend plutôt à l'élargissement du parc carcéral

jugé nécessaire » mais avec une efficacité limitée à cause d'un remplissage trop rapide. Une situation complexe pour le parc carcéral français qui pour l'instant ne trouve pas de solutions pour pallier le problème sur un temps plus long.

Hugo CRABOS et Arthur PANTZ.

Restrictions d'eau : au tour de l'Hérault

Ce vendredi, la majorité du département de l'Hérault est passée en alerte renforcée. Il s'agit du troisième palier sur les quatre niveaux de rationnements et d'interdictions possibles. Des mesures pour économiser l'or bleu qui se fait de plus en plus rare dans la région.

Interdiction de remplir les piscines privées, d'arroser les espaces verts d'agrément, de laver les véhicules et les voiries et restriction des heures d'arrosage. Les mesures sont tombées sur la quasi-totalité de l'Hérault, pour économiser l'eau. Un décret qui a pourtant eu peu de résonance chez les habitants de la région. Au sud de Béziers, Christine a « vaguement discuté de ces mesures avec ses collègues » mais ne semble pas inquiétée pour autant. Au camping L'Air Marin, on ne se sent pas non plus concerné par ces restrictions. À une vingtaine de kilomètres de Béziers, l'établissement sensibilise toutefois ses clients sur les gestes à adopter pour économiser l'eau. Un projet de réutilisation des eaux de piscine est également en cours de financement.

Des mesures peu considérées mais justifiées

Christophe Morgo, vice-président du Conseil départemental de l'Hérault en charge de l'environnement et de l'eau, se montre inquiet face à cette

situation. « Certains forages et cours d'eau atteignent des niveaux historiquement bas depuis le début des mesures en 1959 », souligne-t-il. « Certes, il pleut à nouveau dans la région, mais les précipitations, balayées très vite par le vent, sont loin des 40 millimètres nécessaires à la recharge des nappes phréatiques. » Une situation d'autant plus alarmante que quatre communes doivent déjà s'approvisionner en eau avec des camions-citernes. Selon le membre du Conseil départemental, cette situation pourrait toucher plus de 50 communes cet été et « d'autres mesures vont arriver ».

Avis défavorable pour un nouveau golf

Le préfet de l'Hérault, Hugues Moutouh, a justifié vendredi la mise en place de cette alerte en évoquant « un manque de précipitations qui ne permet pas une recharge des nappes » et une sécheresse des sols « similaire à une situation normale de fin juin ». La veille, il avait rendu un avis défavorable à un projet de golf au nom de la préservation de la ressource en eau. Des conditions critiques pour ce département touristique qui a dépassé le cap des dix millions de nuitées réservées en juillet dernier.

Louis GAGNEPAIN



Les restrictions d'eau sont rentrées en vigueur le 12 mai. © Pascal GUYOT, AFP

Accident de minibus dans l'Aveyron

C'est une rencontre sportive qui s'est mal terminée. Dimanche soir, une sortie de route d'un minibus a provoqué un accident sur le chemin du retour. Le conducteur du véhicule n'a pas survécu à ses blessures.



Le conducteur a perdu le contrôle du véhicule. © La Dépêche du Midi

Dimanche soir, un accident de la circulation a eu lieu sur la RN88, coûtant la vie à un éducateur sportif de 26 ans. Celui-ci était en charge des jeunes d'une équipe de football du département voisin, l'Avenir Foot Lozère. Selon nos confrères de Centre-Press Aveyron, l'accident s'est produit dans le sens Rodez-Laissac, juste après le giratoire de la Rouquette. Deux minibus transportaient les enfants, de retour d'un match, lorsqu'un des conducteurs de minibus aurait perdu le contrôle. Le véhicule aurait alors glissé dans le fossé, avant de se renverser. Le bilan humain fait état d'un mort et onze blessés, parmi lesquels deux adolescents

de 13 ans qui se trouvent encore dans un état d'urgence relative. Les pompiers des centres de secours de Rodez et de Laissac se sont rendus sur place. Au total, sept véhicules de secours ont été engagés pour porter assistance aux blessés. Pour soutenir les familles victimes de ce drame, une cellule psychologique doit être mise en place au sein du club. La maire de la commune, Magalie Bessaou, a quant à elle, fait part de sa « tristesse » auprès de Centre Presse Aveyron. Elle espère que les travaux d'aménagement en cours pour la nouvelle RN88, permettront de sauver des vies à l'avenir.

Edwige GROLLEAU.

EN BREF

Pyrénées-Orientales : Des renforts contre les incendies

Gérald Darmanin a annoncé ce lundi l'envoi de renforts pour lutter contre les incendies dans les Pyrénées-Orientales. Le département est placé en « crise sécheresse » et le risque d'incendies est important. « En complément des moyens départementaux, un hélicoptère bombardier d'eau et plusieurs groupes d'intervention seront déployés » a déclaré le ministre de l'Intérieur dans un tweet.

Hautes-Pyrénées : Le corps d'Audrey Felice retrouvé sans vie

Alice Felice a été retrouvée morte dimanche soir vers 20 heures dans un bois de Laloubère. La femme de 41 ans était portée disparue depuis samedi 13 mai alors qu'elle sortait de la salle de sport de Tarbes où elle travaillait. Son ex-compagnon, déjà condamné dans l'Indre pour assassinat, a lui été retrouvé pendu à proximité.

Tarn : La maison du maire de Montans taguée

« Non au bitume », la maison du maire de Montans a été vandalisée dans la nuit de dimanche à lundi. La veille, c'était la mairie qui avait été taguée des mêmes inscriptions. Le président du département Christophe Ramond a lancé dans l'après-midi un rassemblement d'élus dans la commune intitulé « Stop aux agressions d'élus ».

Ariège : Le festival Ax en Danse revient

Du 17 au 21 mai, le théâtre du casino d'Ax-les-Thermes se mettra au rythme du hip-hop. Organisé par l'association A2CAT et la compagnie R2, le festival mettra en scène des chorégraphies, des conférences sur la création artistique ou encore une lecture théâtrale sur le thème de la danse.

Gard : Un maire RN débouté par la CEDH

Le maire de Beaucaire Julien Sanchez était ce lundi à Strasbourg devant la Cour européenne des Droits de l'Homme pour contester sa condamnation après des propos appelant à la haine contre les musulmans en 2013. Condamné par les tribunaux français, il avait saisi la CEDH au nom de la liberté d'expression.

Covid-19 : Les soignants non vaccinés de retour dans les hôpitaux

Les agents de santé non vaccinés suspendus pendant la pandémie vont pouvoir réintégrer leur service à partir de lundi, selon le décret du ministère de la Santé, publié dimanche au Journal officiel. Une décision qui divise les professionnels de santé.

« Chacun est libre de ses croyances. Mais dans les métiers de la santé, il faut avoir du discernement », affirme Thierry Amouroux, porte-parole du Syndicat national des professionnels infirmiers. Selon lui, les doutes autour du vaccin ne sont plus possibles, en sachant que des milliards de personnes ont déjà été vaccinées. « Quand on porte la blouse blanche, on a un minimum de responsabilité auprès des personnes hospitalisées. Elles sont fragiles, on ne peut pas se permettre de leur transmettre n'importe quoi. » ajoute-t-il. Brigitte*, 52 ans, ancienne secrétaire médicale, se désespère : « Demain, si on m'annonce que j'ai un cancer, l'oncologue m'expliquera le protocole de soins. Cela ne repose pas sur des croyances, mais sur un consensus médical international. On ne peut pas compter sur quelqu'un qui a nié l'efficacité du vaccin, malgré les études prouvées et le consensus médical. » La suspension des agents de santé non vaccinés, décrétée fin 2021, a obligé près de 2,7 millions de travailleurs à ces-

ser d'exercer. Le 30 mars dernier, c'est la Haute Autorité de santé (HAS) qui a préconisé la levée de cette mesure. Une décision qui ne convainc pas le ministre de la santé, François Braun. Dans un tweet paru le 4 mai dernier, il a annoncé que la réintégration des soignants non vaccinés envoyait « un message regrettable ». Pour autant, il affirme suivre la préconisation de la Haute Autorité de santé.

« C'est un non catégorique. Je suis dégoûtée. »

3000, c'est le nombre de salariés concernés par cette mesure, selon François Braun. Parmi eux, Maryse, 50 ans, aide-soignante dans une maison de retraite depuis près de 20 ans, ne peut plus exercer depuis deux ans. « À l'époque, on a subi des menaces de l'administration, si on refusait de se faire vacciner. Je suis partie à cause de cette pression », raconte-t-elle. Aujourd'hui, elle est allée de l'avant. Son objectif : devenir agent immobilier. Si elle a entendu parler de cette réinté-



Debriefing de nuit à l'hôpital Emile Muller à Mulhouse ©Sébastien BOZON/AFP

gration, elle n'a pas l'intention d'accepter. « Même si on me demandait de revenir ou qu'on me proposait un gros salaire, c'est un non catégorique. Je suis dégoûtée. » confie-t-elle. Pour d'autres, la réintégration des soignants se justifie. Sabrina, 35 ans, aide-soignante, affirme

la nécessité de cette mesure, face au manque de personnel dans les hôpitaux : « On manque cruellement de monde, donc c'est une très bonne chose, même si ça arrive un peu tard. C'est toujours une main tendue qu'on ne doit pas refuser. »

Solène CORNUAU

EN BREF

Fusillade de Villerupt : un homme interpellé

Le principal suspect de la fusillade de Villerupt en Meurthe-et-Moselle a été placé en garde à vue lundi matin. Suspecté d'être l'auteur de la fusillade qui a fait 5 blessés dont deux graves samedi dernier, il était activement recherché par la police. Selon les informations de France bleu, l'homme âgé de 38 ans est connu des services de police et a effectué plusieurs séjours en prison.

Elon Musk reçu à l'Élysée

Le chef de l'État a rencontré l'entrepreneur Elon Musk au palais de l'Élysée ce lundi. Le PDG de Tesla, Twitter et Space X a été reçu dans le cadre du sommet Choose France consacré à l'attractivité de la France. Emmanuel Macron a déclaré que les deux hommes avaient discuté « d'avancées significatives dans les secteurs des véhicules électriques et de l'énergie », mais également « de la régulation numérique ».

Niveau record pour les dividendes des entreprises du CAC 40

Plus de 67 milliards de dividendes ont été versés aux actionnaires des sociétés du principal indice boursier français, d'après un rapport de l'ONG l'Observatoire des multinationales. Les sociétés du CAC 40 ont réalisé plus de 138 milliards d'euros de profits en 2022. Les « deux tiers » ont été redistribués sous forme de rachats d'actions ou de dividendes, ajoute l'ONG.

Le #15recrute : la campagne de recrutement du Samu

Le ministre de la Santé, François Braun, lance une campagne de recrutement dans les centres d'appel du Samu. Objectif : désengorger les urgences. Dans un tweet, le ministre annonce que « les assistants de régulation médicale (ARM) sont essentiels pour venir en aide aux patients qui appellent le 15. » Selon lui, il faudrait recruter entre 2000 et 3000 personnes « dans l'immédiat ».

Renforcement des moyens de lutte contre les LGBTphobies

Le gouvernement annonce ce 15 mai un renforcement des mesures pour les policiers et gendarmes. Ces derniers auront 2h30 de formation initiale contre des LGBTphobies contre 1h30 à 2h aujourd'hui. Le nombre de référents LGBT va également être renforcé au sein des commissariats de police et des brigades de gendarmerie, à l'image de ce qui est fait pour les référents « violences conjugales ».

Choose France : la France se met au vert

13 milliards d'euros, une somme record. C'est l'annonce forte de ce 6e sommet « Choose France » qui a lieu ce lundi. 28 investissements directs de l'étranger devraient être annoncés, avec une forte dominante écologique.

Plus de 200 patrons et investisseurs étaient présents au Château de Versailles autour du président Emmanuel Macron pour cette grande-messe de l'investissement étranger ce 15 mai. Un rendez-vous où 13 milliards d'euros d'investissement sont prévus et plus de 8000 créations d'emplois. Selon le dernier baromètre du cabinet EY, la France reste le pays le plus attractif d'Europe pour les investissements étrangers. Cette attractivité est due « à la baisse de la fiscalité sur les entreprises » selon Emmanuel Macron, interrogé par L'Opinion la semaine dernière.

Des investissements verts

De nombreux projets sont emblématiques d'une réindustrialisation verte. Parmi eux, celui de Dunkerque est sans doute le plus marquant. L'entreprise taïwanaise Prologium, spécialisée dans les batteries, a annoncé investir 5,2 milliards d'euros à l'horizon 2030 avec 3000 emplois à la clé. L'entreprise chinoise XTC, qui produit des matériaux pour les batteries, prévoit un accord avec le groupe Orano, pour 1,5 milliard d'eu-



Emmanuel Macron au sommet Choose France ©Ludovic Marin/AFP

ros, implantée dans une région sinistrée par le chômage, les Hauts-de-France. En Moselle, la multinationale Holosolis, spécialisée dans les panneaux solaires photovoltaïques investira 710 millions d'euros d'ici 2025. Elle devrait permettre la création de 1700 emplois à Sarreguemines sur les quatre années à venir. De son côté, la start-up italienne Newcleo se dit prête à investir 3 milliards d'euros entre 2023 et 2030 pour développer en France des SMR, ces nouveaux réacteurs modulaires de faible ou moyenne puissance. Ils peuvent être fabriqués en usine, et montés sur sites par module. La start-up est déjà soutenue par le plan France 2030. Le nucléaire reste encore à l'heure actuelle une technologie bas carbone.

Paul LALEVEE

LR : le contre-gouvernement en 3 questions

Éric Ciotti a annoncé dimanche la création d'un « contre-gouvernement » avec 32 personnalités du parti. Émilien Houard-Vial, chercheur spécialiste de la droite à Sciences Po, revient sur ce dispositif.

Quel est l'objectif de ce contre-gouvernement ?

C'est compliqué à dire, ce n'est pas la première fois que les Républicains font ce genre d'annonce avec auparavant des secrétaires nationaux thématiques. Ça permet de donner un certain statut et de contenter tout le monde. Plus précisément, Éric Ciotti souhaite donner aux « contre-ministres » la tâche de superviser le programme du parti pour 2027. Il s'agit aussi de porter la réplique au vrai gouvernement dans les médias.

Y a-t-il une volonté de représenter toutes les tendances du parti ?

Eric Ciotti ne peut pas éviter la représentativité. On a noté l'absence d'Aurélien Pradié, mais certains de ses proches, dont la jeune génération, sont présents. Il y a par exemple Raphaël Schellenberger ou Julien Dive. On peut cependant

souligner une tendance radicale à certains postes clés comme Nadine Morano à l'immigration. Mais globalement, il y a surtout une volonté de récompenser une certaine forme d'expertise.

Est-ce seulement une annonce pour tourner la page des retraites ?

Le plus important, ça sera les états généraux du parti en juin. Il y a aussi l'interview de Laurent Wauquiez dans Le Point, qui essaye déjà de tourner la page. Les électeurs n'ont pas été bouleversés par ce « contre-gouvernement ». C'est autant une annonce pour le grand public et les journalistes qu'un message en interne. Il faut montrer aux militants qu'il se passe des choses. Mais il va falloir une vraie volonté pour concrétiser ce projet, et ça reste pour l'instant très vague.

Jérémie HEINS

EN BREF

Chine : un citoyen américain condamné à la prison à vie pour espionnage

John Shing-wan Leung, un Américain de 78 ans, a été condamné à la prison à vie par un tribunal chinois pour espionnage. Il s'est aussi vu priver de ses droits politiques et ses biens ont été saisis. Cette condamnation intervient dans un contexte tendu entre les États-Unis et la Chine sur plusieurs questions telles que Hong Kong, Taïwan et le traitement de la minorité Ouïghour.

Londres : Volodymyr Zelensky rencontre Rishi Sunak

Après Rome, Berlin et Paris, le président ukrainien a atterri à Londres pour rencontrer le Premier ministre britannique. Des centaines de missiles longue portée et des drones d'attaque devraient être livrés dans les prochaines semaines à l'Ukraine par le Royaume-Uni. Londres est le deuxième pourvoyeur d'armes à Kiev après les États-Unis.

Birmanie : le cyclone Mocha fait au moins 3 morts dans l'ouest du pays

Selon un premier bilan annoncé par la junte birmane, au moins trois personnes sont décédées dans les États de Rakhine et d'Ayeryarwady. Des vents allant jusqu'à 195 km/h ont balayé les côtes de Birmanie et du Bangladesh. Le cyclone Mocha est la plus grosse tempête depuis plus de dix ans dans le Golfe du Bengale.

Tchad : 77 personnes condamnées à la prison vont être graciées

La présidence tchadienne a libéré 77 manifestants arrêtés, et condamnés à la suite d'un rassemblement le 20 octobre dernier contre le pouvoir en place. Soixante personnes ont été quant à elles condamnées entre 18 mois et 5 ans de prison pour de petits délits. Durant cette même journée de manifestation, 73 personnes avaient été tuées.

Palestine : les habitantes commémore les 75 ans de la Nakba

En 1948, 750 000 Palestiniens, soit 80% de la population avaient été contraints de quitter leurs terres situées au Nord de Jérusalem. 75 ans après cet exil forcé, appelé Nakba (grande catastrophe en arabe), la situation est toujours tendue avec des expropriations et des installations de juifs israéliens sur les terres agricoles palestiniennes.

Turquie : Erdogan, toujours maître du jeu

Les élections turques auront un second tour. Après 20 ans de pouvoir, le président Recep Tayyip Erdogan, n'a pas obtenu les 50 % de votes nécessaires pour remporter les élections dès le premier tour. Au total, 4 millions d'électeurs se sont rendus dans les bureaux de vote ce dimanche 14 mai 2023.

Coup manqué pour Recep Tayyip Erdogan. Dimanche, près de 64 millions d'électeurs se sont déplacés dans les 200 000 bureaux de vote turcs. Le président turc, au pouvoir depuis 2014, n'a pas obtenu les 50 % de votes pour remporter l'élection présidentielle dès le premier tour. Le Parti de la justice et du développement (AKP) rassemble 49,51 %, face à son concurrent centre-gauche Kemal Kılıçdaroglu, du Parti républicain du peuple (CHP), qui a récolté 44,88 % selon l'agence officielle Anadolu. L'opposant au pouvoir présidentiel, âgé de 74 ans, a réuni six partis d'opposition dans une coalition. Égalité des sexes, indépendance de la justice... Kemal Kılıçdaroglu « promet la démocratie » s'il est élu. Une promesse qui a convaincu les électeurs urbains des grandes villes, comme Ankara, Istanbul ou Izmir, où il a terminé en tête. Une coalition qui reste cependant fragile. « C'est un

ensemble de partis très différents idéologiquement, qui n'ont pas de structure idéologique commune. Même en cas de victoire, le retour au régime parlementaire aurait été compliqué. Il aurait fallu une majorité beaucoup plus large à l'Assemblée, ou un référendum », analyse Aurélien Denizeau, chercheur en relations internationales spécialisé sur la Turquie. La majorité présidentielle garde la tête des élections législatives, en obtenant 322 sièges sur 600 au Parlement.

Erdogan résiste face à l'opposition

En 2018, Recep Tayyip Erdogan avait remporté l'élection dès le premier tour avec plus de 52,5 % des voix. Cette année, le résultat de l'élection s'inscrit dans un contexte de crise économique et sociale que traverse la Turquie. L'inflation a atteint 43 % en avril 2023. Vient s'ajouter à cela la mauvaise gestion des secours après le tremblement de terre mortel de février dernier.



Le Président Erdogan vote le 14 Mai 2023 dans un bureau d'Istanbul. © Umit BEKTAS / POOL / AFP

Mais pour Aurélien Denizeau, l'économie turque ne semble pas avoir d'impact sur le chef de l'État. « En Turquie, la population est plus attachée à voter pour quelqu'un qui porte une vision de la société, de la nation et de sa place dans le monde. On ne cherche pas une gouvernance à l'occidentale avec un bon gestionnaire et économiste »,

explique-t-il. Contrairement à 2018, Erdogan affiche une victoire honnête pour le premier tour de l'élection : « Cette fois-ci, Recep Tayyip Erdogan a gagné démocratiquement, sans grosse fraude avérée, avec une opposition qui était en bonne posture » estime le spécialiste. Une fatalité pour les jeunes du pays, majoritairement opposés au président.

« Les nouvelles générations se sont confrontées plusieurs fois à l'AKP. Mais là, c'est une période de lassitude, et d'un certain désespoir. Les jeunes ne sont pas dans l'optique d'aller manifester, mais plutôt de quitter le pays », conclut Aurélien Denizeau. Le deuxième tour de l'élection aura lieu le dimanche 28 mai. Margaux MALÉ

Thaïlande : la démocratie aux portes du pays

Dimanche 14 mai se sont tenues les élections législatives thaïlandaises. En tête, Move Forward (« Aller de l'avant ») et Pheu Thai (« Pour les Thaïlandais »), deux jeunes partis qui veulent redonner à la Thaïlande un espoir démocratique.



Pita Limjaroenrat parade avec son parti. © Lillian SUWANRUMPHA / AFP

60 à 65% des sièges de l'Assemblée seront désormais occupés par des forces politiques pro-démocratiques en Thaïlande. Pour le moment, les partis Move Forward et Pheu Thai sont en tête, avec 151 sièges pour le premier, 141 pour le second, sur les 500 de l'Assemblée. L'enjeu était de taille : le pays était dirigé par Prayut Chan-O-Cha, Premier ministre soutenu par l'armée, arrivé au pouvoir avec le coup d'État de 2014. Depuis, les réformes radicales, comme celles concernant le crime de lèse-majesté sévèrement puni, avaient provoqué de nombreuses contestations à travers le pays. Mais tout n'est pas encore gagné pour le retour

de la démocratie : l'arrivée au pouvoir des militaires a aussi bousculé les institutions en place. Pour espérer les contrer, les deux partis pro-démocratiques ont donc annoncé une coalition. Ils espèrent notamment pouvoir mettre au pouvoir un Premier ministre de leur camp. Les noms de Pita Limjaroenrat et Paetongtarn Shinawatra se profilent déjà. Dans ce pays profondément impacté par les troubles politiques de ces neuf dernières années, la défaite du pouvoir en place est un signal fort. Pour l'heure, 97% des bulletins ont été dépouillés : les résultats définitifs ne seront connus que dans quelques semaines. Elsa THÉOBALD

États-Unis : les frontières sous tensions

Le retour du « Titre 8 » lié à l'immigration provoque l'inquiétude des villes et États américains situés à proximité de la frontière mexicaine, qui craignent une nouvelle vague de migrants.



Des milliers de migrants tentent de passer la frontière. © Mario TAMA

Mexicains, Vénézuéliens, Guatémaltèques... Ils sont des milliers à vouloir rejoindre le territoire américain après la levée du « Titre 42 », qui permettait d'expulser les sans-papiers dans le cadre de la prévention du Covid-19. Les voies légales pour accéder au territoire étant réduites, les migrants cherchent des routes plus dangereuses, par le désert ou par le fleuve. « C'est un problème provisoire, conjoncturel qui va durer quinze jours, un mois. Les arrivées à la frontière ont atteint des chiffres historiques », confie James Cohen, professeur d'études américaines et spécialiste des questions migratoires aux États-Unis. Plusieurs municipalités du Texas et de l'Arizona ont d'ailleurs déclaré l'état d'urgence face à une situation « chaotique ». C'est désormais le « Titre 8 » qui s'applique à

nouveau en matière d'immigration. La loi refuse toute résidence légale future en cas de passage clandestin et prévoit, contrairement au « Titre 42 », de possibles poursuites pénales à l'encontre des migrants refoulés et dépourvus de visas. Les migrants ne peuvent plus prétendre à l'asile s'ils n'ont pas d'abord cherché refuge dans un pays par lequel ils ont transité pour se rendre à la frontière. Par ailleurs, les demandeurs d'asiles, exceptés les mineurs isolés, devront aussi avoir obtenu un rendez-vous avec les autorités américaines avant de se présenter à la frontière.

Un enjeu politique

Les images de migrants amassés à la frontière envahissent les médias américains et relancent le débat sur l'immigration clandestine. La

question reste épineuse à la Maison-Blanche. « C'est un grand thème de polarisation politique. On entre doucement dans la saison électorale et l'immigration devient un vecteur phare. Il y a un vrai souci dans les pays de départ et on reconnaît rarement que c'est une racine du problème à Washington », confirme James Cohen. Joe Biden a affirmé que la situation serait « chaotique pendant un moment » et assure que les autorités sont préparées. L'administration a annoncé le déploiement de 1500 soldats supplémentaires pour épauler la police aux frontières mexicaines. De leur côté, les Républicains dénoncent une « ouverture des frontières » et accusent le président d'incompétence et de faiblesse. Alexis LAMBALIEU

L'arc-en-ciel amène la tempête au TFC

Officiellement maintenu après son nul (0-0) face au FC Nantes dimanche au Stadium, le TFC est pourtant au cœur d'une polémique. Trois de ses joueurs ont refusé de porter le maillot arc-en-ciel en soutien à la lutte contre l'homophobie et ont été écartés par le club.

« J'ai pris la décision de ne pas participer au match d'aujourd'hui », a communiqué Zakaria Aboukhallal, joueur du TFC, sur ses réseaux sociaux. L'international marocain fait partie avec Moussa Diarra et Saïd Hamulic des joueurs qui ont refusé d'apparaître sur la feuille de match contre le FC Nantes, dimanche après-midi au Stadium. « Le respect est une valeur que j'estime beaucoup. Il s'étend aux autres, mais il englobe aussi le respect de ses convictions personnelles » a-t-il indiqué. Les trois réfractaires ont refusé d'arborer un maillot arc-en-ciel, porté par tous les joueurs de Ligue 1 ce week-end. Initiative mise en place par la LFP depuis 2019, ce maillot a pour objectif de soutenir la lutte contre l'homophobie.

La position du club critiquée

Sous le feu des critiques, le club toulousain était fortement invité à se positionner. Le Toulouse FC a réagi dans un communiqué publié dimanche en fin d'après-midi.

La direction du club a choisi « d'écartier lesdits joueurs pour la rencontre » et rappelle « son engagement de longue date dans la lutte contre l'homophobie et toutes les formes de discriminations ». Paradoxalement, pour sanctionner les joueurs, le club a accédé à leur demande en les autorisant à ne pas jouer. Un choix qui interpelle. Contacté, le TFC n'a pas souhaité réagir au-delà du communiqué publié.

« Les joueurs considèrent l'homophobie comme une opinion et non comme un délit »

Membre de l'association Foot Ensemble, partenaire de la LFP sur l'initiative contre l'homophobie, Alexandre Adet fustige l'attitude toulousaine : « La position du club est complètement inappropriée. Aujourd'hui, on ne peut pas se permettre d'avoir dans son effectif des gens qui pourraient être intolérants ou incompatibles avec la diversité d'un vestiaire. Les supporters ont été plus vindicatifs que le club, c'est dingue ! » Il regrette le manque de sévérité de la sanction : « C'est la porte



Le brassard arc-en-ciel aux couleurs du drapeau LGBTQIA+ porté par les capitaines et les entraîneurs lors de la 35e journée de Ligue 1. CLEMENT MAHOUEAU / AFP

ouverte à beaucoup de choses. La prochaine étape, c'est de refuser de soutenir la lutte contre le racisme ? Si les clubs professionnels ne sont pas capables de lutter contre les discriminations au sein de leur école de football ou de leur effectif professionnel, les clubs amateurs ne le feront pas non plus. Il y a un vrai problème d'exemplarité. » La prise de conscience des joueurs est aussi un sujet majeur. « Ils considèrent l'homophobie comme une opinion et non comme un délit. Les croyances personnelles

ne peuvent pas se confronter aux problèmes de notre société », conclut Alexandre Adet.

Des sanctions réclamées

Sur le plateau de Stade 2, la ministre des Sports, Amélie Oudéa-Castéra, a réagi à la polémique. « Je pense qu'il est de la responsabilité des clubs, avec leurs joueurs, de prendre des sanctions. On est dans un pays qui a toujours promu le respect des autres, des droits de l'Homme. » La

prise de position de la ministre est révélatrice d'un agacement général sur les sujets autour des discriminations. L'épisode du ramadan avait aussi généré des tensions au sein des structures professionnelles. Contactée par nos soins, la LFP n'a pas souhaité s'exprimer sur un sujet « délicat ». La journée de sensibilisation semble être un échec et laissera certainement des traces au TFC.

Pierre Coplo

EN BREF

Dernière de la saison pour le TMB

Le Toulouse Métropole Basket dispute ce soir son dernier match de la saison contre Landerneau. Malgré la victoire samedi contre Tarbes (80-60), les Pionnières sont déjà condamnées à retourner en deuxième division, un an après son retour dans l'élite du basket féminin français. Elles tenteront de finir la saison sur une bonne note. Coup d'envoi à 20 heures au Petit Palais des Sports.

Les dirigeants de la FFGym devant la ministre des Sports

Le président de la Fédération française de gymnastique James Blateau et le directeur technique national Kévin Rabaud sont convoqués devant la ministre des Sports Amélie Oudéa-Castéra ce mardi 16 mai. La rencontre fait suite aux témoignages de six anciennes gymnastes de l'Équipe de France dans l'émission Stade 2, dénonçant des maltraitances.

Carlos Alcaraz chute face au 135e mondial

Surprise à Rome ! L'Espagnol Carlos Alcaraz s'est incliné au troisième tour du Masters 1000 de Rome. Pourtant favori du tournoi, le numéro 2 mondial a subi la loi de Fabian Marozsan, modeste 135e au classement ATP (6-3, 7-6). Le Hongrois affrontera en huitièmes de finale Borna Coric, numéro 16 mondial.

Reprise du Giro sans Remco Evenepoel

Après une journée de repos, le Giro va reprendre sa route vers les Alpes et le nord de l'Italie. Une reprise qui se fera sans le maillot rose et leader du classement général Remco Evenepoel. Le Belge, vainqueur de deux étapes dont celle de dimanche, a déclaré forfait pour le reste de la course suite à un contrôle positif au Covid-19.

Mathias Lessort dans le cinq majeur de l'Euroleague

Hier, l'Euroleague a dévoilé le cinq idéal de sa saison. Il a récompensé le pivot international français Mathias Lessort, joueur du Partizan Belgrade et auteur de la meilleure saison de sa carrière (12 points, 7,1 rebonds et 19,1 d'évaluation). En revanche, pas de joueur de l'AS Monaco, pourtant qualifié pour le Final Four (19 et 21 mai).

Derniers coups de pédales sur la Route d'Occitanie ?

Le président de la Route d'Occitanie - La Dépêche du Midi Pierre Caubin, a annoncé réfléchir à l'avenir de la course ce lundi 15 mai, lors de la présentation de la 47e édition à l'Hôtel de la Région à Toulouse.

Les sourires se sont vite effacés. Le discours de Pierre Caubin, président de la Route d'Occitanie était débordant de blagues bien appréciées par l'auditoire, ce lundi 15 mai à l'Hôtel de la Région. Mais la fin de son discours, lors de la présentation de la 47e édition de l'épreuve, a vite calmé l'ambiance festive : « La tâche devient de plus en plus difficile et l'équation financière de plus en plus lourde. On est les derniers organisateurs 100 % bénévoles. On a atteint les limites, je veux pas mettre ma santé en jeu. »

Une épreuve vieille de 46 ans

L'appel du pied aux collectivités présentes a bien été entendu. Parmi eux, Kamel Chibli, président de la région Occitanie en charge de l'Éducation de la de la jeunesse et des Sports : « Nous trouverons des solutions à vos problèmes. Cette course-là a une place incontournable dans le paysage sportif de la région. » Les élus se sont alors rendus tour à tour au pupitre pour



Sprint final pour la route d'Occitanie lors de l'édition 2020. Guillaume Horcajuelo / POOL / AFP

afficher leur soutien et leur participation pour le maintien de cette épreuve vieille de 46 ans.

« C'est plus qu'une question financière. »

Eric Laffont-Baylet, administrateur délégué du Groupe La Dépêche du Midi a également annoncé vouloir rester partenaire de cette course « remarquable pour l'image de notre marque. »

Un coup au moral après l'année dernière

Un soutien entendu par le président de la course : « Tous les élus présents aujourd'hui sont venus me voir pour m'apporter leur soutien. Ils m'ont dit qu'ils feraient le maximum pour que la 48e édition se déroule. » Mais Pierre Caubin a voulu rajouter que l'avenir de la course ne serait pas déterminé par le montant des

aides des collectivités : « L'annulation de la partie tarnaise l'année dernière nous a mis un coup au moral (NDLR : la 2e étape avait été amputée de 146 kilomètres à cause de la canicule). Et c'est plus qu'une question financière. En fait, tout augmente : le carburant, les hébergements... » Une réunion est prévue cet été pour décider de l'avenir de la course.

Hugo Laborde

H. L.

L'ascension vers l'Olympe

Lili Dezhou

3 dates clés

2017

Lili quitte l'équipe de Grenade-sur-Garonne, sa ville d'enfance, pour rejoindre le Stade Toulousain. Elle y découvre un rugby 100 % féminin après avoir toujours joué entourée de garçons.

Septembre 2022

Premières sélections avec les grandes de l'équipe de France à 7. C'était lors de la coupe du monde en Afrique du Sud. Les Bleues avaient remporté la médaille de bronze après leur victoire face aux États-Unis. Une rencontre marquée par deux essais de Lili.

13 mai 2023

Lili inscrit son premier et unique essai dans le tournoi de Toulouse. C'était face à la Grande-Bretagne, en quart de finale de la compétition, devant sa famille et ses amis venus en nombre.

439

C'est le nombre de jours avant l'entrée en lice de l'équipe de France féminine de rugby à 7 dans les Jeux Olympiques de Paris. Son premier match de poule aura lieu le 28 juillet.

Après l'étape de ce week-end, la dernière de l'année, Lili Dezhou, jeune joueuse de l'équipe de France de rugby à 7 est satisfaite de sa saison. Elle se projette sur l'année olympique à venir.

La doudoune de l'équipe de France sur les épaules malgré une température printanière, Lili Dezhou se présente au jardin japonais avec son amie Lou, coéquipière au Stade Toulousain. Son atelle au genou, stigmate du tournoi de rugby à 7 qui s'est déroulé ce week-end au stade Ernest-Wallon, ne semble pas lui poser de problème. « Pour l'instant, je ne connais pas le verdict mais ça va, je me sens bien. » Une blessure qui l'a tout de même empêchée de disputer le dernier match de l'année, la petite finale perdue par les Françaises face aux Australiennes (33-7).

En demi-finale, les Bleues se sont logiquement inclinées face aux Néo-Zélandaises, futures vainqueuses de la compétition.

« Notre objectif, c'est clairement la médaille d'or »

A un peu plus d'un an des Jeux Olympiques de Paris 2024, les Black Ferns semblent plusieurs niveaux au-dessus de l'équipe de France. Pourtant, Lili a de grandes ambitions. « Notre objectif, c'est clairement la médaille d'or, mais on sait qu'il nous reste beaucoup de travail. Les Néo-Zélandaises sont pour l'instant bien supérieures à nous. Il nous reste un an pour rattraper le retard. »

Au-delà de la déception, la Toulousaine retient surtout l'ambiance présente au stade Ernest-Wallon, qu'elle découvrait ce week-end. « Pouvoir porter le maillot de l'équipe de France ici, c'était vraiment exceptionnel. Je ne suis toujours pas redescendu. » Un sentiment d'autant plus fort que ses proches étaient présents et en nombre. « Ils m'ont fait une surprise. Ils étaient venus avec des t-shirts, des masques à mon effigie, c'était super drôle. Je me suis vraiment rendu compte de la chance que j'ai de les avoir. » Alors forcément, quand la Toulousaine marque un essai en quart de finale face aux Anglaises, c'est l'explosion. Lou, sa coéquipière du Stade, était là durant tout le week-end. Si la voix a quasiment disparu, l'émotion est bien présente. « Je suis tellement fier d'elle, quand elle a marqué, c'était la folie. »

Un parcours sans accroc

Une personne manquait cependant dans les tribunes, Paul, le grand-père de Lili. Ancien joueur de rugby à XV, notamment à Agen, il habite désormais à Nérac, commune du Lot-et-Garonne. La Toulousaine aurait apprécié qu'il soit présent ce week-end. « C'est aussi pour lui que je joue au rugby, mais bon, il n'a pas pu venir, il commence à se faire un peu vieux. »

Paul est une figure importante dans l'évolution de la carrière de sa petite-fille. « Il m'a toujours poussée et voulait me voir y arriver. Il me répétait souvent de me dépêcher avant qu'il ne soit trop tard pour lui. »

« Je suis quelqu'un d'assez réservé. J'avais peur d'être jugée »

Un soutien d'une importance déterminante lorsque Lili a quitté son club de Grenade-sur-Garonne en 2016, alors qu'elle était en 5ème. « À Grenade, je ne jouais qu'avec des garçons, mais à un moment, il a fallu que je rejoigne une équipe féminine. J'étais dégoûtée. Je suis alors partie au Stade Toulousain. » Après avoir intégré le centre de formation du club, elle parvient à franchir les échelons, jusqu'à sa sélection en équipe de France. « Je n'y croyais pas ! A ce moment-là, j'étais avec l'équipe de France U18 en Ecosse. Je les ai un peu lâchées, ça m'a fait un pincement au cœur, mais je ne regrette pas du tout. Je me suis fait une nouvelle famille. »

Lili connaît donc une nouvelle équipe et de nouvelles coéquipières dont certaines ayant près de deux fois son âge. « On en rigole, elles ont des références de l'époque où je n'étais pas encore née », s'amuse-t-elle.

La Toulousaine a disputé ses premiers matchs cette année et a marqué 12 essais. Son intégration dans l'équipe s'est bien passée, ce qui n'était pas évident lorsque Lili était plus jeune. Quand elle quitte Grenade-sur-Garonne, les premiers mois sont compliqués. « Je suis quelqu'un d'assez réservé. J'avais peur d'être jugée. Je



Lili Dezhou au jardin japonais. © Clément ARNAL

pouvais paraître très renfermée. J'ai mis du temps à comprendre que j'avais tout à gagner en m'ouvrant aux autres. »

Objectif Paris 2024

Troisième meilleure marqueuse de l'équipe de France cette saison, elle s'épanouit avec un seul objectif en tête : les Jeux Olympiques. « C'est vraiment à partir du tournoi d'Hamilton (21-22 janvier), que je me suis dit que je pouvais y participer », confirme la joueuse.

Sur le chemin de la victoire finale, un obstacle de taille est

présent : les Néo-Zélandaises. Vainqueuses de sept des huit tournois de la saison, elles écrasent pour l'instant la discipline. Elles feront sûrement figure de favorites à Paris. Lili en est bien consciente : « Elles ont des joueuses de très haut niveau, une technique incroyable et elles se connaissent parfaitement. » Les Bleues n'ont plus réussi à les battre depuis 2019. Dix défaites de suite dont une en finale des derniers Jeux Olympiques de Tokyo. Lili se montre pourtant confiante. « On les a battues à l'entraînement à Marcoussis, je suis persuadée que nous pouvons les battre en tournoi. »

L'ambition d'une médaille d'or n'est pas encore totalement assumée par l'équipe mais est bien dans les têtes de tout le monde.

Cette année, Lili a joué l'intégralité des tournois avec les Françaises. Une fierté pour elle. « Pour me charrier, mon grand-père me disait toujours que si je ne marquais pas d'essais, je ne revenais plus dans la famille. » Autrice d'un essai face aux Britanniques, elle est bien rentrée dans la famille des Bleues.

Corentin Mauge et
Tristan Ranéa